

Dossier de presse

28 avril 2005

**Comportement, attitude et rôle des médecins et pharmaciens
dans la prévention et l'éducation pour la santé**

Contact presse

Inpes : Sophie Decroix : Tel : 01 49 33 23 06- Email : sophie.decroix@inpes.sante.fr

SOMMAIRE

I. PRESENTATION DE L'ENQUETE MEDECINS ET PHARMACIENS EN FRANCE.....	P.3
II. LES MEDECINS ET PHARMACIENS EN FRANCE : QUI SONT-ILS ?	P.4
Médecins généralistes : une population qui se féminise et vieillit inexorablement.....	P.4
Pharmaciens d'officine : pas de véritable modification.....	P.5
III. VACCINATION.....	P.6
Les médecins généralistes très favorables à la vaccination.....	P.6
Baisse de l'adhésion à la vaccination contre l'hépatite B sauf pour le nourrisson.....	P.6
94,8 % des médecins favorables à la vaccination associée ROR.....	P.7
IV. DEPISTAGE DE CANCERS.....	P.8
La prescription des mammographies et des frottis cervical en augmentation.....	P.8
La recherche de sang occulte dans les selles encore peu prescrite.....	P.9
V. HEPATITE C.....	P.10
Les médecins généralistes proposent de plus en plus le dépistage du VHC.....	P.10
VI. VIH, IST ET CONTRACEPTION.....	P.11
Pour 98,6 % des médecins la prévention du VIH et des IST fait partie de leur fonction.....	P.11
Implication croissante des pharmacies dans la contraception.....	P.12
La prescription du dépistage du VIH en augmentation.....	P.12
VII. MEDICAMENTS GENERIQUES.....	P.13
VIII. TABAC, ALCOOL.....	P.15
Lutte accrue contre le tabagisme.....	P.15
Difficultés persistantes face à l'alcool.....	P.16
IX. DROGUES ILLICITES.....	P.17
Augmentation de la prise en charge des toxicomanes	P.17
X. DEMARCHES EDUCATIVES ET PREVENTIVE.....	P.19
Un sentiment d'efficacité.....	P.19
Les pharmaciens centrés sur le bon usage des médicaments	P.19
Les principaux freins à la prévention et l'éducation pour la santé.....	P.20
XI. QUELS COMPORTEMENTS PERSONNELS DE SANTE ?	P.21

Présentation de l'enquête Médecins et pharmaciens en France

L'enquête

Le Baromètre santé médecins / pharmaciens est la principale enquête répétée mesurant l'opinion et les pratiques professionnelles des médecins généralistes et des pharmaciens titulaires d'officine réalisée par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes).

Pourquoi ?

La place centrale qu'occupent les médecins généralistes et les pharmaciens d'officine dans la prévention et l'éducation du patient fait que la connaissance de leurs opinions et de leurs pratiques est essentielle dans l'élaboration des programmes nationaux de prévention et de promotion de la santé.

Comment ?

Pour la première fois depuis la création du Baromètre santé, l'étude sur les médecins généralistes a été effectuée conjointement à celle des pharmaciens d'officine, donnant lieu à un unique ouvrage « médecins/pharmaciens ». Mené auprès d'échantillons représentatifs de **2 000 médecins généralistes** exerçant une activité libérale et **1 000 pharmaciens** titulaires d'officine entre novembre 2002 et janvier 2003, ce Baromètre santé est le cinquième Baromètre réalisé auprès des médecins depuis 1992 et le second réalisé auprès des pharmaciens depuis 1998. Le recueil des données s'est fait, comme l'ensemble des Baromètres santé, par téléphone et a été réalisé par l'institut de sondages Ipsos.

Les principaux thèmes

- Comportements personnels
- Vaccination
- Dépendances (tabac, alcool, toxicomanie)
- VIH, Hépatite C et Infections Sexuellement Transmissibles
- Cancers
- Médicaments
- Prévention et éducation du patient

Partenaires

La Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts), l'Union régionale des caisses d'assurance maladie (Urcam) de Franche Comté, l'Institut fédératif de recherche n°28 Evaluation et prévention de l'université de Nancy, le Conseil national de l'Ordre des médecins, l'Ordre national des pharmaciens.

Les médecins et pharmaciens : qui sont-ils ? Comment travaillent-ils ?

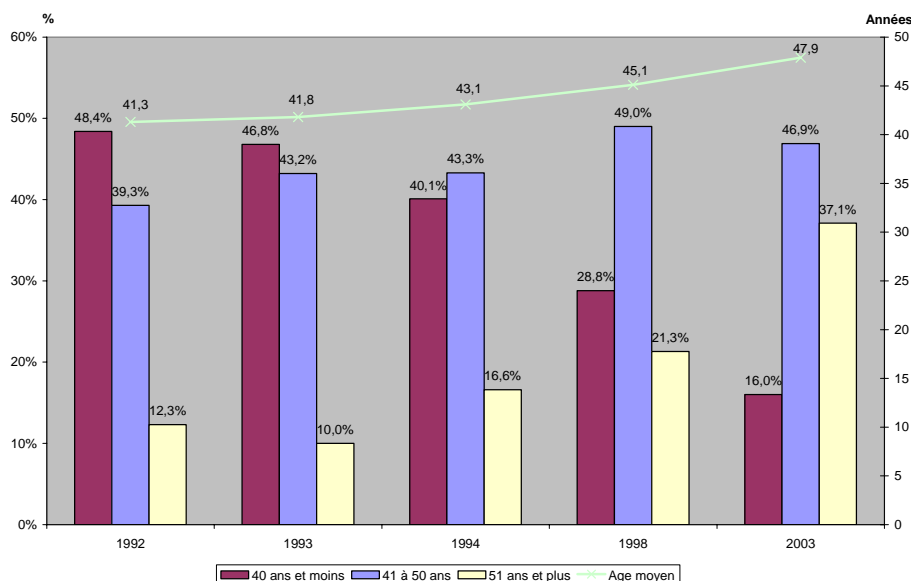
Médecins généralistes : une population qui se féminise et vieillit inexorablement

Même si la population des médecins généralistes est constituée en majorité d'hommes (78,5 %), on assiste à une **féminisation de la profession** : elles étaient 18 % en 1994, 20,7 % en 1998 et sont **21,5 % en 2003**. Cette évolution va certainement s'accroître dans les années à venir puisque plus du tiers (36 %) des médecins âgés de 40 ans ou moins sont des femmes.

Pour la première fois depuis la mise en place de ces enquêtes, la **proportion de médecins âgés de plus de 50 ans est supérieure à celle des médecins de 40 ans** ; l'âge moyen des médecins généralistes interrogés s'accroît donc encore, passant de 41,3 ans en 1992 à 47,9 ans en 2003. Même si le **numerus clausus** augmente régulièrement depuis quelques années pour atteindre 6200 pour l'année 2004-2005, ce vieillissement se poursuivra vraisemblablement dans les années à venir.

Le nombre d'actes moyen pratiqué par les médecins de l'échantillon a augmenté de manière significative passant de 22 actes en 1998 à 24 en 2003. Ces médecins participent plus qu'avant à des réseaux de soins (20,2 % en 2003 versus 16,6 % en 1998) mais sont en proportion moins nombreux à s'investir dans des activités liées à la formation, à l'ordre des médecins ou encore au syndicalisme par rapport à 1994. **La proportion de médecins généralistes pratiquant un mode d'exercice particulier et notamment l'homéopathie, est plus importante que lors de la dernière enquête de 1998.**

Figure : Répartition des médecins selon leur âge au cours des différents Baromètres



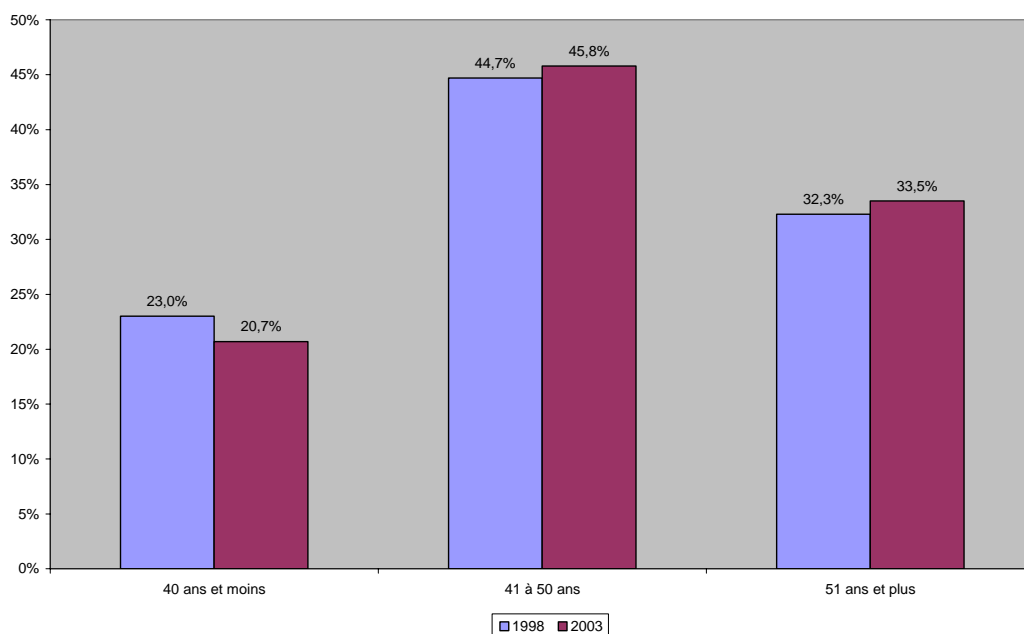
Pharmaciens d'officine : pas de véritable modification

Les pharmaciens titulaires d'officine comptent 53,3 % de femmes et 46,7 % d'hommes. L'âge moyen des pharmaciens interrogés est de 47,1 ans. Un pharmacien sur cinq est âgé de 40 ans ou moins et un tiers de plus de 50 ans. La structure de la population selon le sexe ou l'âge n'a pas évolué depuis 1998.

L'officine de **deux pharmaciens sur cinq** (39,9 %) est située en **zone rurale** ; la proportion de femmes y est plus importante que celle des hommes (43,3 % versus 35,9 %). Parmi les 60,1 % de pharmaciens exerçant dans une agglomération urbaine, 29,4 % sont situés en centre ville, 63,2 % dans un quartier et 7,4 % dans un centre commercial.

Près d'un pharmacien sur six (15,7 %) déclare participer à un réseau de soins.

Figure : Répartition des pharmaciens selon leur âge

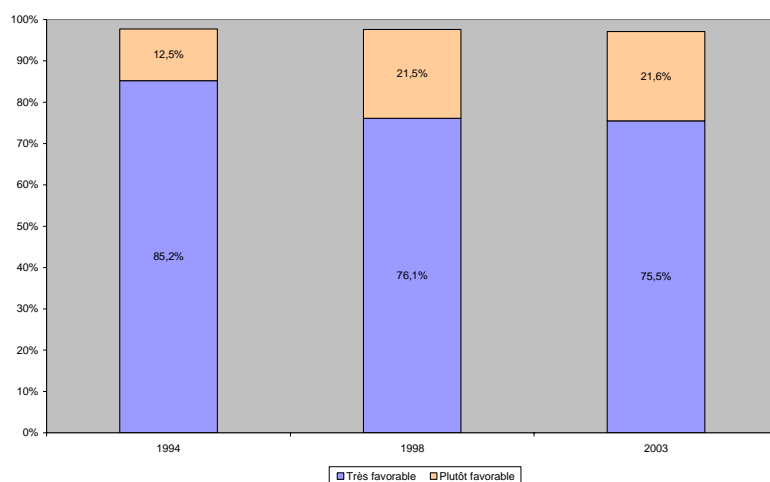


Vaccination

Les médecins généralistes très favorables à la vaccination

En 2003, les médecins généralistes sont toujours favorables au principe de la vaccination pour une large majorité d'entre eux (97,1 %) et, contrairement à ce que l'on observait depuis 1994, la proportion d'opinion « très favorable » (75,5 %) est restée stable depuis 1998. Les généralistes les moins favorables à la vaccination sont plus souvent des femmes, des médecins exerçant en secteur 2 ou qui pratiquent dans le sud de la France. Les opinions et pratiques varient selon le type de vaccin.

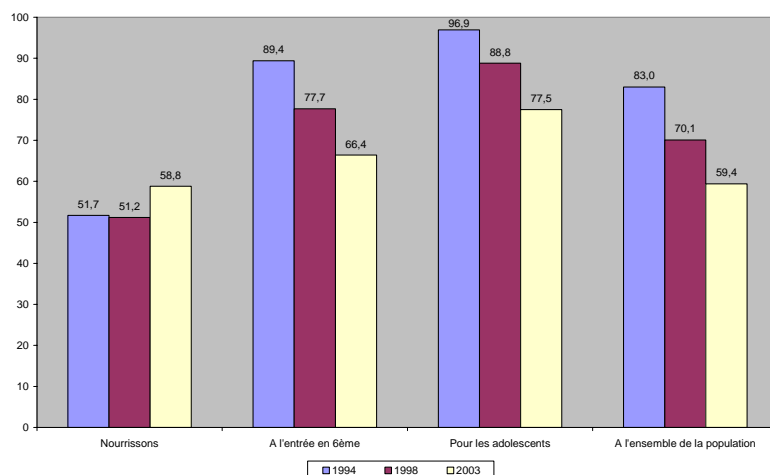
Figure : proportion de médecins favorables à la vaccination en général (en pourcentage)



Baisse de l'adhésion à la vaccination contre l'hépatite B sauf pour le nourrisson

Les omnipraticiens se disent favorables à la vaccination contre l'hépatite B à 58,8 % lorsqu'il s'agit des **nourrissons**. C'est auprès de cette population que l'on constate **une hausse d'opinions favorables** par rapport à la dernière enquête (51,2 % en 1998). **En revanche, pour l'ensemble des autres publics, il y a une baisse générale de l'opinion favorable**. Ainsi, les déclarations « favorable » ou « très favorable » ont chuté de 28 % entre 1994 et 2003 concernant la vaccination contre l'hépatite B à l'ensemble de la population, de 26 % à l'entrée en 6ème et de 20 % pour les adolescents.

Figure : évolution des proportions de médecins favorables à la vaccination contre l'hépatite B selon la population à vacciner (en pourcentage)



94,8 % des médecins favorables à la vaccination associée ROR

L'augmentation significative observée entre 1994 et 1998 de la proportion de médecins « très favorables » à la vaccination associée ROR (Rougeole Oreillon Rubéole), se poursuit en 2003. Il y a aujourd'hui près de 4 généralistes sur 5 (79,0 %) qui se déclarent « très favorables ». Cela se traduit par des propositions plus systématiques de cette vaccination, que ce soit pour les enfants de 1 à 2 ans, ceux âgés de 3 à 6 ans ou bien à propos de la pratique de rattrapage chez les 11-13 ans non vaccinés.

Au cours d'une journée, près de 4 médecins sur 5 déclarent que 1 à 5 clients leur demandent des informations sur la vaccination ; seuls 14,4 % déclarent recevoir moins d'une demande d'information quotidienne.

Tableau : opinion concernant la vaccination associée ROR

Années	1994	1998	2003
Très favorable	72,9 %	76,5 %	79,0 %
Plutôt favorable	20,8 %	17,1 %	15,8 %
Plutôt défavorable	3,0 %	4,4 %	3,6 %
Très défavorable	2,8 %	1,7 %	1,3 %
Nsp	0,5 %	0,3 %	0,3 %

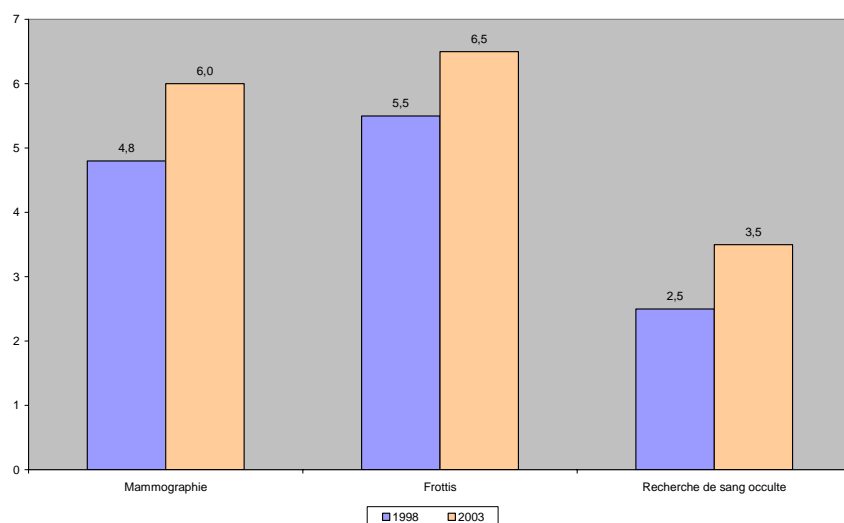
Dépistage des cancers

Les médecins généralistes ont été interrogés à propos de trois types de dépistage de cancer : la mammographie, le frottis et la recherche de sang occulte dans les selles ; pour l'ensemble de ces dépistages, les pratiques ont évolué positivement depuis 1998.

La prescription des mammographies et des frottis cervical en augmentation

Plus de neuf médecins sur dix (90,7 %) disent avoir prescrit une mammographie de dépistage au cours des 3 dernières années à leur dernière patiente âgées de 50 à 60 ans (sans facteur de risque particulier pour le cancer) contre 70,3 % en 1998. Sur le dernier mois d'exercice, le nombre moyen de mammographie de dépistage (prescrit ou réalisé par le médecin) est de 6,0 versus 4,8 en 1998 parmi l'ensemble des médecins en ayant prescrit au moins une.

Figure : nombre d'exams de dépistage prescrits au cours du derniers mois parmi les médecins prescripteurs.



La même progression est observée pour la réalisation de frottis cervical par le médecin lui-même auprès de sa dernière patiente âgée de 50 à 60 ans (38,4 % au cours des 3 dernières années versus 29,0 % en 1998). Sur la base d'un nombre moyen de réalisations ou de prescriptions au cours du dernier mois, il existe une augmentation significative : 6,5 en moyenne versus 5,5 en 1998 parmi les prescripteurs.

Tableau : réalisation ou prescription d'un frottis au cours des trois dernières années chez la dernière patiente de 50 à 60 ans

Années	1998	2003
Frottis non réalisé	35,2 %	35,7 %
Frottis réalisé par le généraliste	29,0 %	38,4 %*
Acte réalisé par un autre médecin sans recommandation du généraliste	27,6 %	18,6 %*
Acte réalisé par un autre médecin avec recommandation du généraliste	8,1 %	7,3 %

* différence significative entre 1998 et 2003

La recherche de sang occulte dans les selles encore peu prescrite

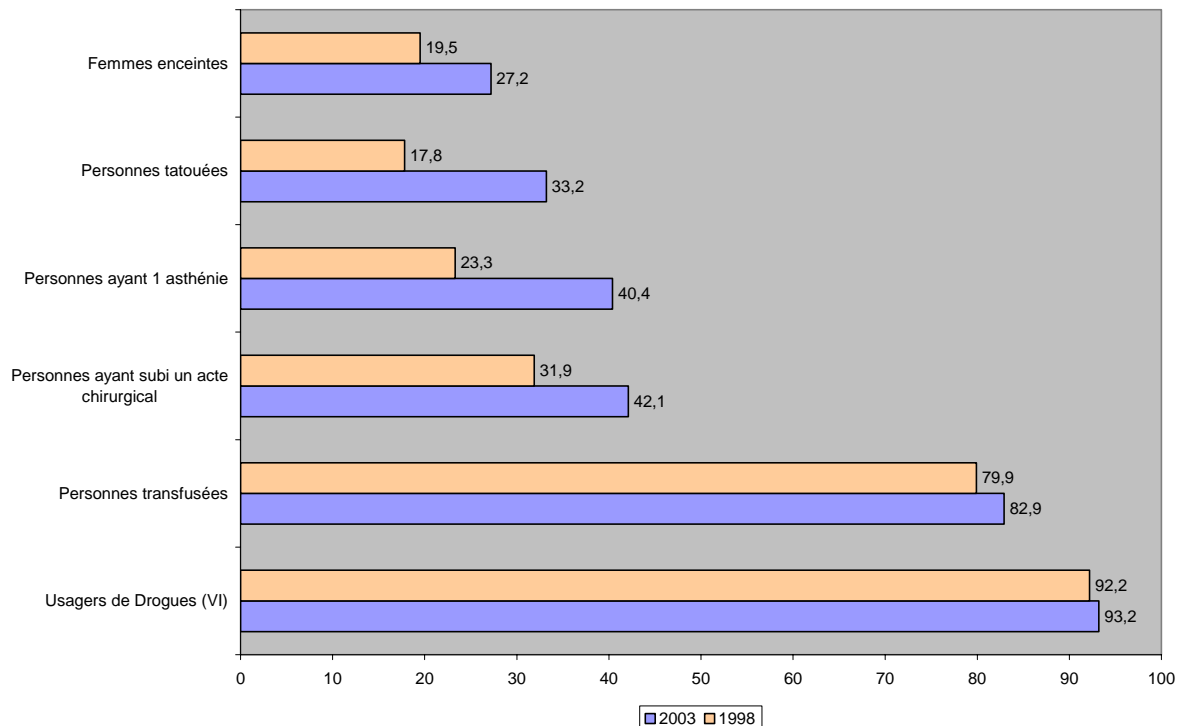
Une faible proportion de généralistes (15,8 %) déclare qu'au cours des 2 dernières années, leur dernière patiente âgée de 50 à 60 ans a bénéficié d'une recherche de saignement occulte dans les selles dans un but de dépistage du cancer colorectal. Cette faible prescription se retrouve dans les propres pratiques des médecins puisque parmi les 40 ans et plus, seuls 8,1 % ont déclaré avoir déjà réalisé pour eux même une recherche de sang occulte dans les selles dans un but de dépistage. En moyenne cependant, sur une période d'un mois et pour l'ensemble de la clientèle du médecin, le nombre moyen de tests Hémocult® pratiqués ou prescrits a augmenté au cours des 4 dernières années passant de 2,5 en 1998 à 3,5 en 2003 parmi les médecins en ayant prescrit ou pratiqué au moins un au cours du dernier mois.

Hépatite C

Les médecins généralistes proposent de plus en plus le dépistage du VHC

Les pratiques des médecins généralistes depuis 1998 ont largement évolué depuis 1998 : une augmentation des sérologies systématiquement proposées est observée, et ce quel que soit le public : femmes enceintes, personnes ayant eu une asthénie importante et durable, usagers de drogues par voies intraveineuses, personnes transfusées, personnes ayant subi un acte chirurgical ou un acte médical invasif, personne tatouée. Ainsi, les généralistes ont prescrit 7,1 sérologies en moyenne pour l'hépatite C au cours du dernier mois parmi les prescripteurs, contre 4 en 1998. Cette augmentation se retrouve dans leur propre pratique de dépistage puisque 48 % disent avoir déjà effectué pour eux même un test de dépistage de l'hépatite C contre 27,4 % en 1998.

Figure : Proposition systématique de la sérologie VHC selon le patient en 2003 et 1998

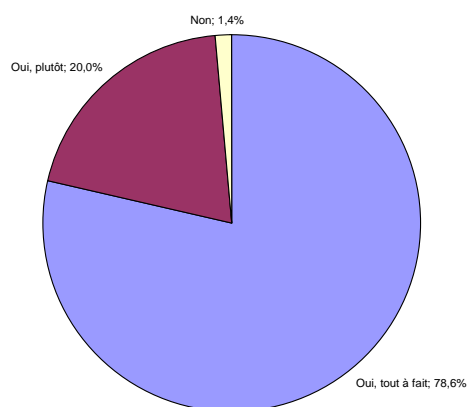


VIH, IST et contraception

Pour 98,6 % des médecins la prévention du VIH et des IST fait partie de leur fonction

Le discours des médecins et des pharmaciens est globalement positif : la quasi unanimité des médecins généralistes (98,6 %) considèrent que la prévention des comportements sexuels à risques fait partie de leur fonction et près des deux tiers (65,4 %) se sentent efficaces pour aider leur patient à changer de comportement vis-à-vis du préservatif. De même, plus de la moitié des pharmaciens d'officine (53,4 %) jugent leur rôle important dans la prévention du sida. Cependant, l'enquête montre que les médecins se sentent moins efficaces à modifier les comportements de leurs patients concernant le préservatif et que les pharmaciens sont moins investis dans la prévention des comportements sexuels à risques qu'ils ne l'étaient en 1998.

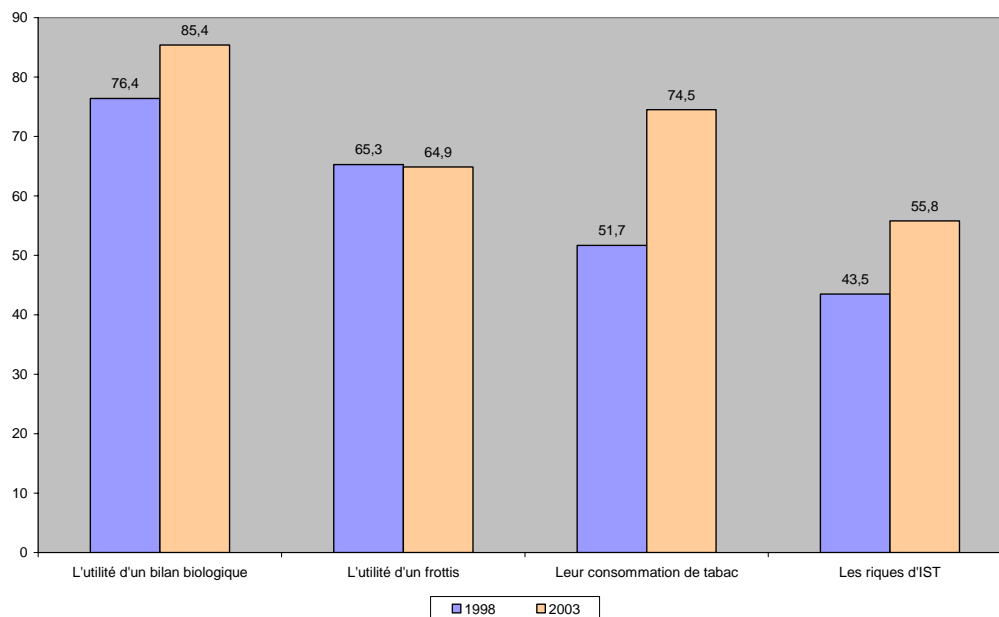
Figure : La prévention dans le domaine des comportements sexuels fait-elle partie du rôle des médecins ?



Implication croissante des pharmaciens dans la contraception

Dans le domaine de la contraception, l'enquête note la réelle implication des pharmaciens : 85,4 % déclarent évoquer l'utilité d'un bilan biologique et 74,5 % parlent aux patients de leur consommation de tabac lors de la délivrance de contraceptifs oraux. De même, pour le cas particulier de la contraception d'urgence, près des trois quart (74,0 %) déclarent mener un entretien lors de leur dernière dispensation de contraception d'urgence.

Figure : Evolution de la proportion de pharmaciens donnant des conseils lors de la délivrance de contraceptifs oraux



La prescription du dépistage du VIH en augmentation

En 2003, plus de neuf médecins sur dix (93,4 %) ont déclaré avoir prescrit au moins un test de dépistage VIH dans le mois qui a précédé l'enquête ; ils étaient 85,9 % en 1998. Le nombre moyen de sérologies VIH prescrit au cours du dernier mois a légèrement augmenté par rapport à 1998 (6,1 versus 4,5 parmi les prescripteurs). En revanche, la proportion de médecins ayant eu à annoncer un résultat positif (10,6 %) est restée stable par rapport à 1998.

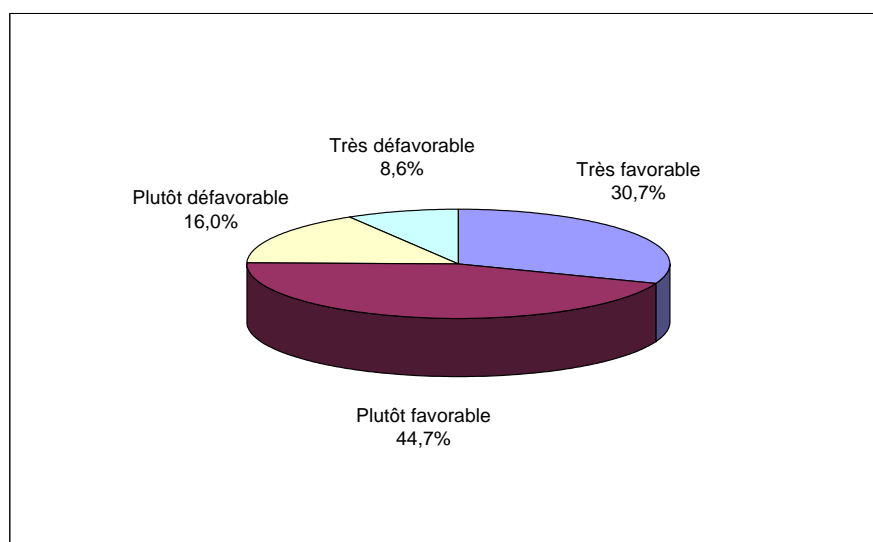
Trois médecins sur cinq (63,8 %) ont déclaré avoir suivi au moins un patient séropositif au cours de l'année. Ces médecins exercent plus souvent que les autres dans les régions Ile-de-France et PACA. Une part importante de leur clientèle bénéficiant de la CMU et participent plus à un réseau VIH, VHC ou toxicomanie.

Médicaments génériques

Près de quatre médecins sur cinq se disent globalement favorables à la nouvelle prescription en dénomination commune internationale (DCI). Il s'agit le plus souvent des médecins les plus jeunes et ceux qui se déclarent satisfaits par l'exercice de leur profession.

Un médecin sur quatre (27,8 %) déclare que les médicaments génériques et la prescription en DCI ont modifié leur relation avec leur patient. Parmi ceux-ci, 89,5 % déclarent qu'ils ont favorisé les échanges sur le coût des médicaments et 79 % sur le bon usage des médicaments.

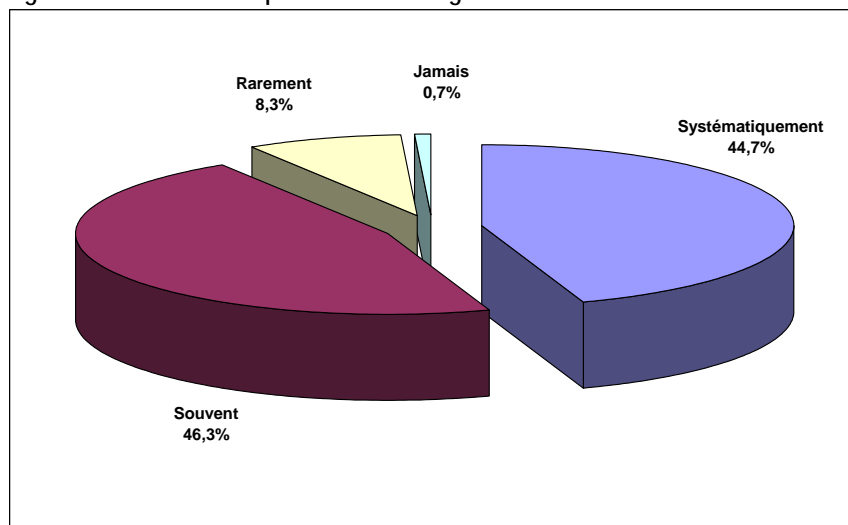
Figure – Opinion des médecins généralistes vis-à-vis de la désignation d'un médicament par sa dénomination commune (en pourcentage)



Une très grande majorité de pharmaciens d'officine délivre régulièrement des médicaments génériques : 46,3 % souvent et 44,7 % systématiquement. Les pharmaciens âgés de moins de 50 ans ou satisfaits de leur profession le font plus systématiquement que les autres.

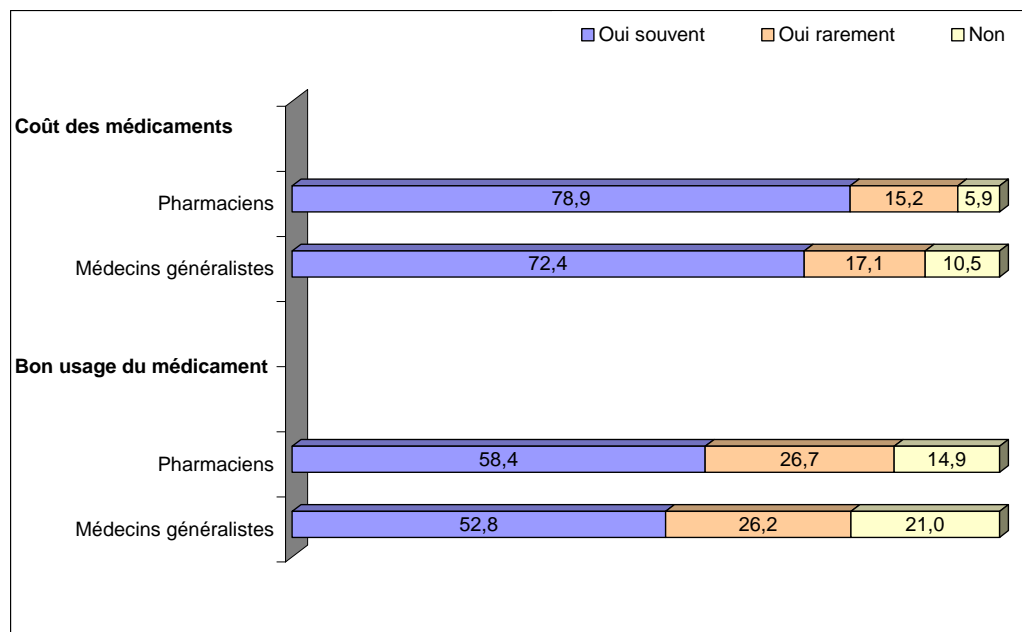
Les freins à la délivrance de médicaments génériques sont selon les pharmaciens interrogés : la réticence des patients pour 86,5 % d'entre eux, l'appartenance du médicament à une classe thérapeutique spécifique pour 50,4 %, et l'opposition du prescripteur pour 49,3 %. Les pharmaciens percevant la réticence des patients ou l'appartenance du médicament à une classe thérapeutique comme des freins déclarent délivrer proportionnellement moins de génériques que les pharmaciens ne percevant pas ces freins.

Figure – Déclaration des pharmaciens à l'égard de la délivrance de médicaments génériques (en pourcentage)



La moitié des pharmaciens (57,6 %) estime que les médicaments génériques et la prescription en DCI ont modifié les relations avec leurs clients. Cette modification est perçue surtout en province (60,1 % versus 45,8 % en Ile-de-France). Pour 94,1 % des pharmaciens percevant cette modification, les génériques et la prescription en DCI ont favorisé des discussions sur le coût des médicaments. Pour 85,1 % des pharmaciens, ces changements ont aussi favorisé des discussions sur le bon usage des médicaments.

Figure – Fréquence des discussions sur le coût et le bon usage des médicaments parmi les pharmaciens et les médecins généralistes ayant déclaré une modification des relations avec leurs patients liée aux génériques ou à la prescription en DCI (en pourcentage).



Tabac, Alcool

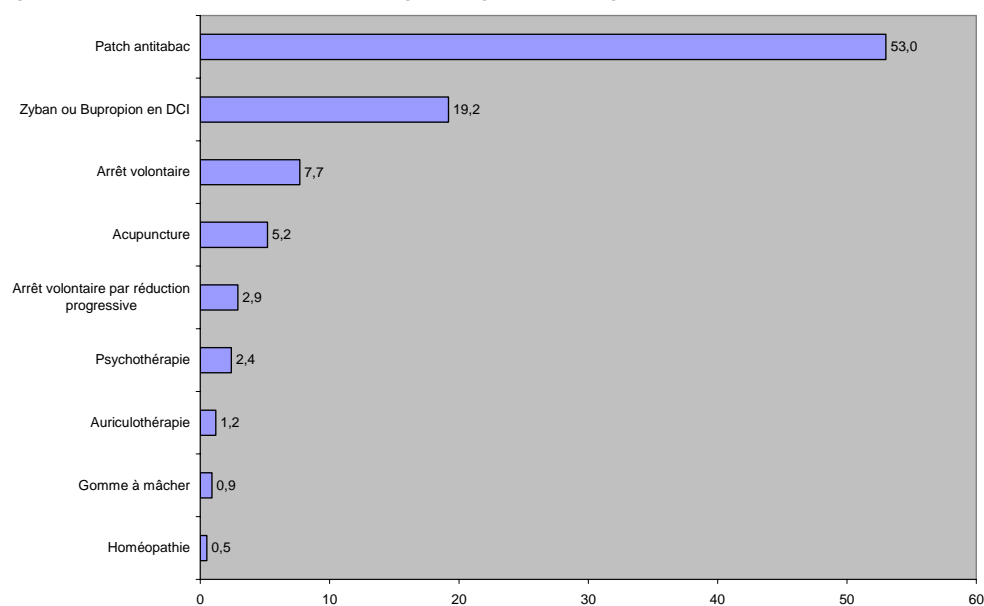
Lutte accrue contre le tabagisme

La lutte contre le tabagisme engagée depuis quelques années a une incidence sur la pratique des professionnels de santé interrogés.

La proportion de médecins ayant vu au cours des sept derniers jours au moins un patient dans le cadre d'un sevrage tabagique a augmenté ces dernières années, passant de 60,1 % en 1998 à 67,1 % en 2003. Le nombre moyen de patients vus dans la semaine a ainsi augmenté significativement sur la même période (de 1,9 à 2,1).

Le patch antitabac est toujours le type de sevrage tabagique le plus souvent préconisé : par 53 % des généralistes en usage exclusif et par 3,5 % en association avec d'autres méthodes. Un médecin sur cinq préconise le Zyban® ou Bupropion en DCI (mis sur le marché en septembre 2001) et un médecin sur quinze préfère utiliser une médecine douce.

Figure : Principales méthodes de sevrage tabagique privilégiées par les médecins (en %)



Plus des trois quarts des pharmaciens (77,4 %) pensent que leur rôle concernant le tabagisme est important ou très important. Plus de la moitié d'entre eux déclarent souvent parler spontanément à leurs clients de leur consommation de tabac. Ils sont 6,6 % à en parler systématiquement avec leur cliente lors de la délivrance de contraceptifs oraux et 19,6 % ont eu des échanges à ce sujet avec le dernier patient asthmatique servi.

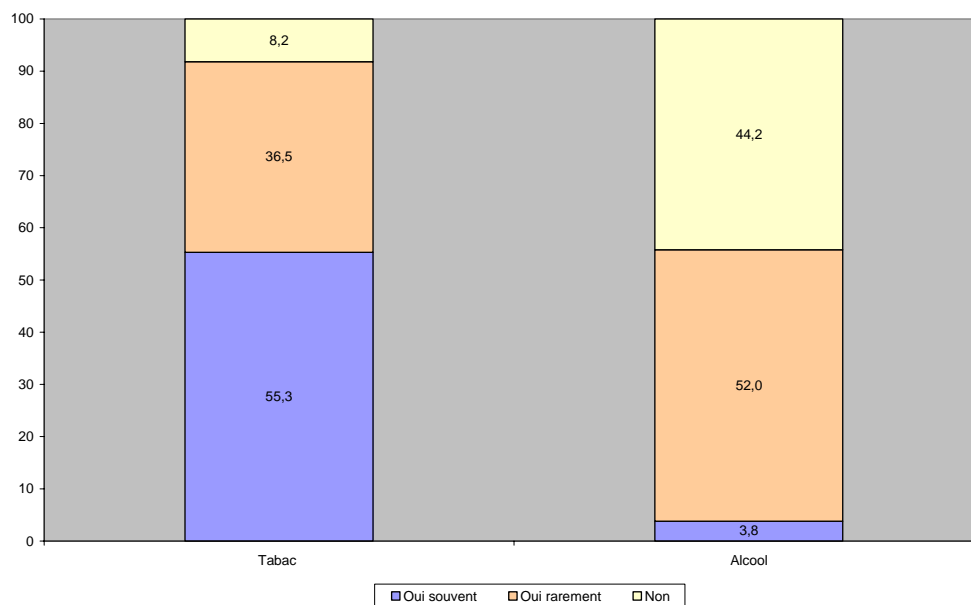
Lors de la dernière vente de substitut nicotinique, 58,7 % des pharmaciens interrogés ont évalué par un test la motivation de leur client fumeur à arrêter de fumer et 64,7 % ont effectué avec lui un test de dépendance tabagique.

Difficultés persistantes face à l'alcool

Les résultats de cette enquête témoignent de la difficulté des professionnels de santé, médecins comme pharmaciens, de parler de l'alcool à leurs patients ou leur clients. Même si un peu plus de la moitié des médecins (51,3 %) a vu au moins un patient au sujet de son sevrage alcoolique, moins de deux médecins sur cinq (37,5 %) déclarent se sentir efficaces pour aider leurs patients à modifier leurs comportements dans le domaine de l'alcoolisme.

De même, les pharmaciens sont une minorité (3,8 %) à parler souvent spontanément d'alcool à leurs clients et sont nombreux à déclarer ne jamais avoir l'occasion de le faire (44,2 %). Ils sont par ailleurs assez réservés sur l'importance de leur rôle dans la lutte contre la consommation excessive d'alcool : moins d'un tiers d'entre eux considère ce rôle comme important ou très important, près des deux tiers (60,7 %) le considère limité et près d'un pharmacien sur dix (8,6 %) pense qu'il ne joue aucun rôle.

Figure : Occasion pour les pharmaciens de parler spontanément aux clients de leur consommation de tabac ou d'alcool (en %)

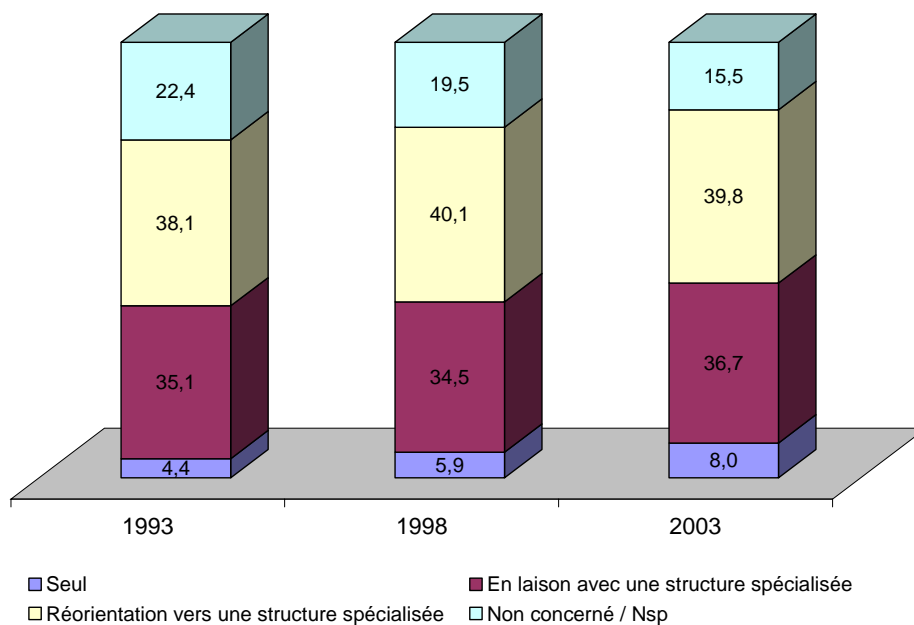


Drogues illicites

Une augmentation de la proportion de professionnels de santé, qu'ils soient médecins ou pharmaciens, concernés par la prise en charge de toxicomanes est observée depuis 1998.

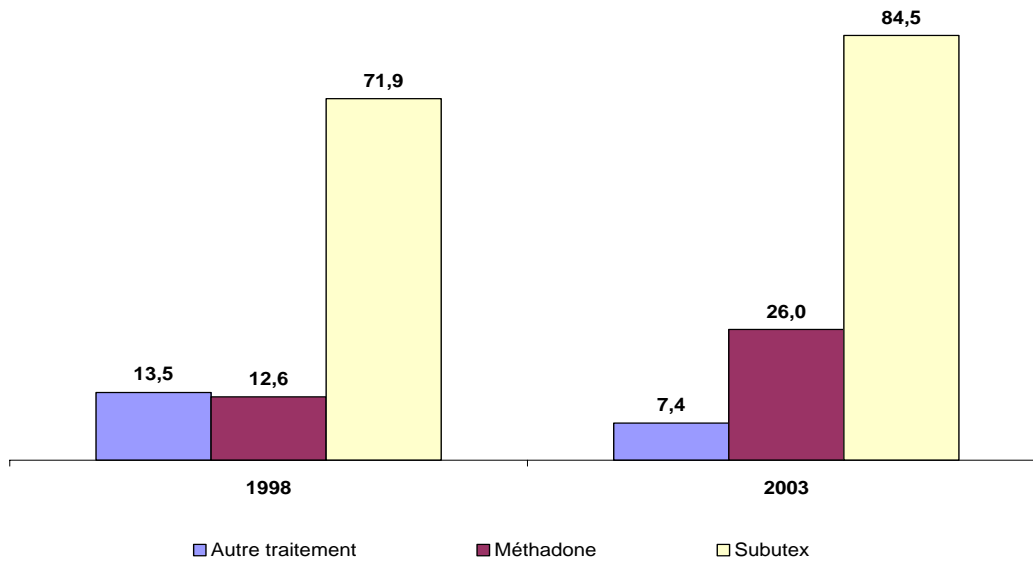
Une majorité de médecins généralistes (84,5 %) déclare être concernés par la prise en charge de patients toxicomanes. Cela ne signifie par pour autant que les généralistes se chargent eux-mêmes, seuls ou en liaison avec une structure spécialisée, de la prise en charge, puisque près de 2 médecins sur 5 réorientent leurs patients vers une structure spécialisée.

Figure : répartition des médecins généralistes selon le mode de prise en charge des usagers de drogues (en %)



Un tiers de l'ensemble des médecins (30,6 %) déclare prescrire un traitement de substitution. Si l'on considère uniquement les médecins généralistes déclarant suivre un héroïnomanes en moyenne par mois, 90,3 % d'entre eux leur prescrivent un traitement de substitution alors qu'ils n'étaient que 78,9 % en 1998. La majorité (84,5 %) prescrit du Subutex® et 26,0 % de la méthadone.

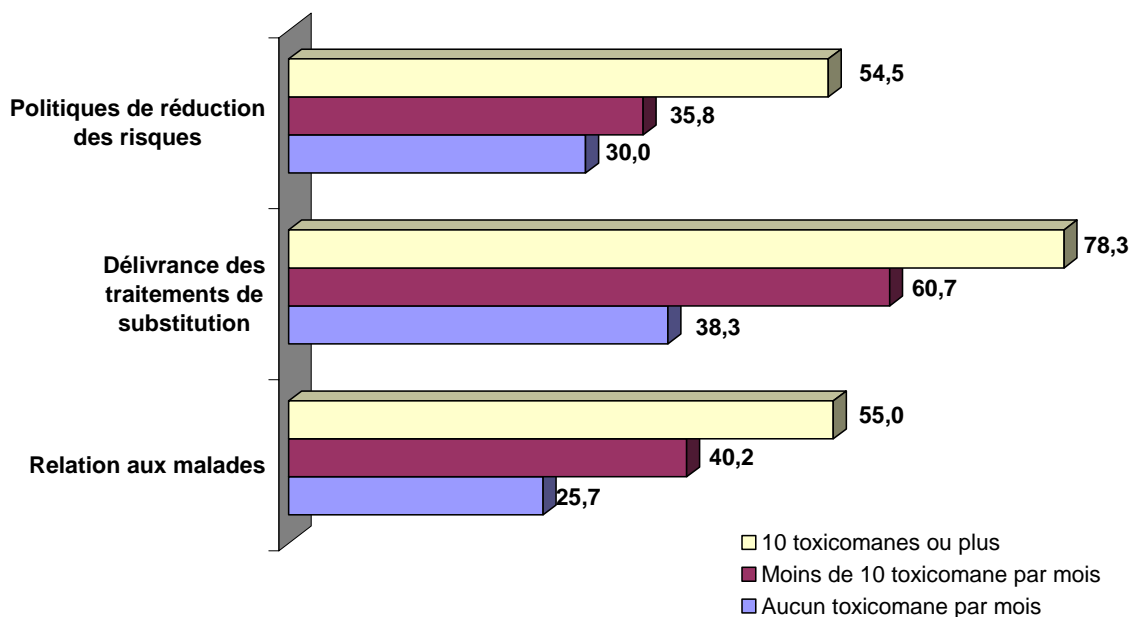
Figure : Pourcentages de médecins généralistes selon le type de traitement de substitution prescrit en 1998 et 2003.



En 2003, 85,1 % des pharmaciens reçoivent au moins un toxicomane par mois dans leur officine ; ils étaient 55,1 % en 1998. Parmi ces officinaux, 82,8 % déclarent que ces clients viennent à l'officine pour un traitement de substitution et 88,7 % pour des seringues et/ou des Stéribox®.

Si une majorité des pharmaciens s'estime suffisamment formée à la délivrance de médicaments de substitution (63,4 %), ils sont en revanche moins nombreux à se sentir suffisamment formés sur la relation avec les malades toxicomanes (43,2 %) et sur les politiques de réduction des risques (41,3 %). La perception de leur niveau de formation est significativement influencée par la présence dans leur clientèle de patients toxicomanes.

Figure : Pourcentage de pharmaciens se sentant suffisamment formés selon le nombre de toxicomanes vus par mois

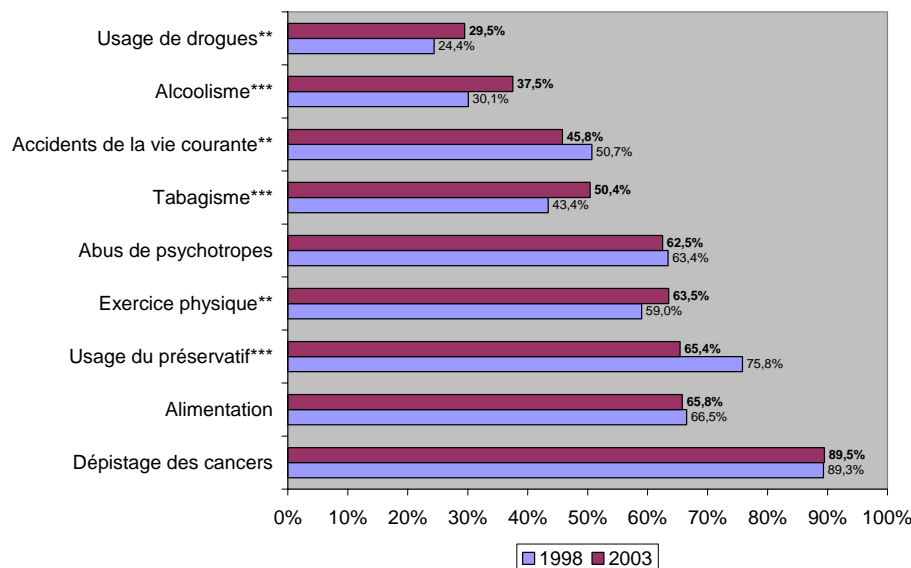


Démarche éducative et préventive

Un sentiment d'efficacité

Interrogés en 2003 sur plusieurs thèmes de santé, les médecins ont déclaré dans leur majorité se sentir efficaces (très ou assez efficaces) pour aider leurs patients à changer de comportements, à l'exception des domaines de l'alcoolisme (37,5 %), de l'usage de drogues (29,5 %), et des accidents de la vie courante (45,8 %). Ce sentiment d'efficacité est particulièrement important en ce qui concerne les domaines les plus fortement médicalisés, tel que le dépistage des cancers puisque 14,9 % des omnipraticiens affirment être très efficaces et 74,6 % d'entre eux assez efficaces.

Figure : Pourcentage de médecins déclarant être efficaces à changer les comportements dans différents domaines en 1998 et 2003.



Les pharmaciens centrés sur le bon usage des médicaments et le tabagisme

Questionnés sur l'importance de leur rôle concernant différents thèmes de santé, les pharmaciens citent bien sûr en premier le bon usage du médicament (97,7 %), puis le thème du tabagisme (77,4 %), un des seuls thèmes en augmentation en 2003. En effet, les pharmaciens interrogés en 2003 ont été moins nombreux qu'en 1998 à déclarer leur rôle important ou très important dans le domaine de la prévention du sida (53,4 %), de l'alimentation (47,3 %) ou de l'alcoolisme (30,7 %).

Tableau. Fréquence de déclaration par les pharmaciens interrogés de l'importance de leur rôle concernant différents thèmes de santé.

Domaines	1998	2003
Bon usage du médicament	98,0 %	97,7 %
Tabagisme*	60,2 %	77,4 %
Prévention du sida*	61,4 %	53,4 %
Alimentation*	74,9 %	47,3 %
Prévention des hépatites	-	45,5 %
Alcoolisme*	39,6 %	30,7 %

* : différence significative

Les principaux freins à la prévention et l'éducation pour la santé

Les freins à la prévention et à l'éducation pour la santé les plus fréquemment cités sont la résistance des patients (51,2 % des médecins, 24 % des pharmaciens), ou le manque de temps (49,1 % des pharmaciens, 33,5 % des médecins).

Le manque de formation est évoqué, en troisième lieu, par moins d'un médecin sur quinze (4,8 %) et par un pharmacien sur huit (12,5 %).

Chez les médecins, plus le nombre d'actes médicaux réalisés par jour est élevé, plus le manque de temps est cité fréquemment comme frein à la prévention.

Tableau : Principaux freins à une démarche de prévention (ou éducative) évoqués par les médecins généralistes et les pharmaciens d'officine.

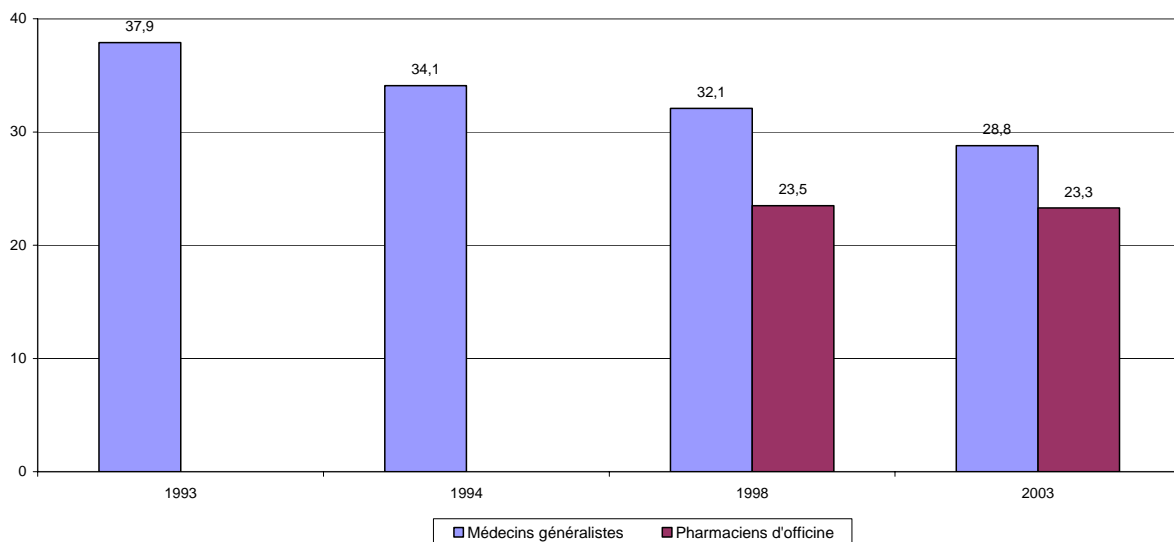
	Médecins généralistes		Pharmaciens d'officine	
	1994	2003	1998	2003
Manque de temps	29,7 %	33,5 %	48,2 %	49,1 %
Résistance du patient	40,1 %	51,2 %	28,6 %	24,0 %
Manque de formation	7,1 %	4,8 %	3,9 %	12,5 %
Activité non rémunérée	6,7 %	2,2 %	10,6 %	1,9 %
Inefficacité de la démarche	2,9 %	1,7 %	1,5 %	3,2 %*
Ce n'est par leur rôle	0,1 %	0,2 %	0,7 %	1,1 %
Activité non valorisante	1,0 %	0,3 %	0,1 %	0,1 %
Nsp	12,4 %	6,1 %	6,4 %	8,1 %

Quels comportements personnels de santé ?

Les comportements personnels de santé des médecins généralistes et des pharmaciens d'officine restent plus favorables que ceux observés en population générale même si les différences sont parfois minimes.

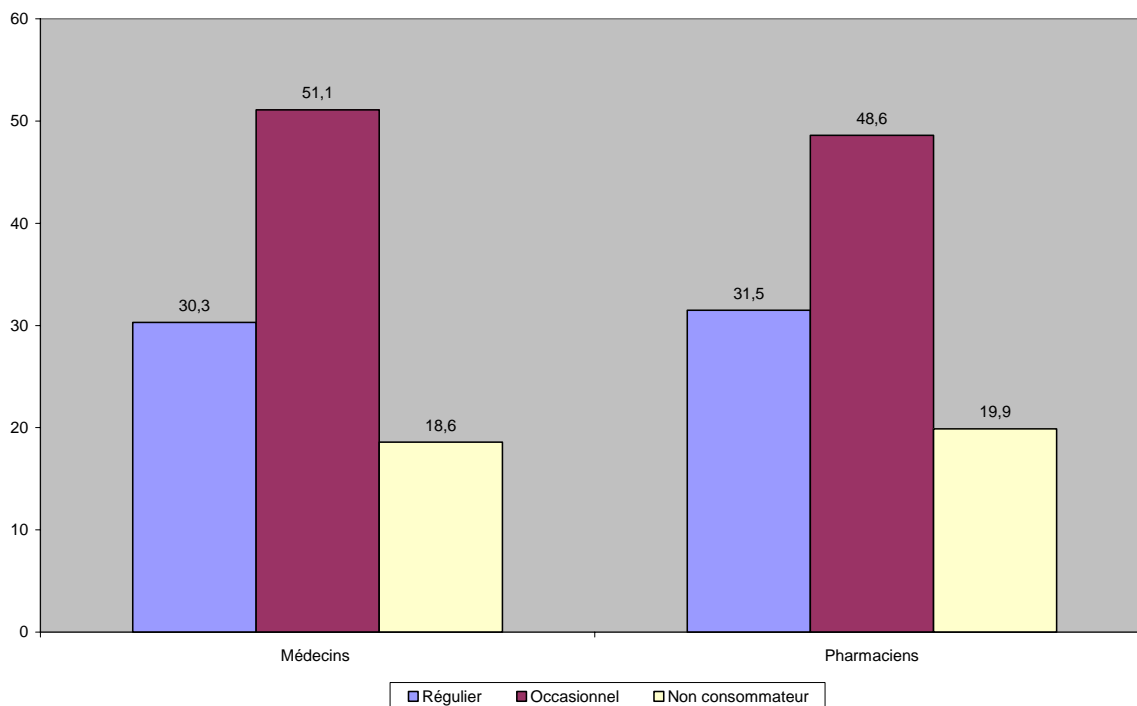
Ainsi, pour la **consommation de tabac**, 25,2 % des pharmaciens et 28,8 % des médecins déclarent fumer ne serait-ce que de temps en temps ; ils sont un peu plus de 30 % en population générale. Les tendances vont néanmoins dans le bon sens pour les médecins puisqu'on peut observer une baisse importante de la consommation depuis 1993.

Figure : Evolution des prévalences tabagiques parmi les médecins généralistes et les pharmaciens d'officine



La **consommation d'alcool** des pharmaciens se présente de manière similaire à celle des médecins : seule la consommation régulière (avoir bu au moins trois jours dans la semaine) est, à l'inverse de celle du tabac, un peu plus répandue parmi les officinaux que parmi les généralistes 31,5 % contre 30,3 %. Cette consommation reste beaucoup moins élevée que pour la population générale puisqu'à structure par sexe et âge équivalente, la proportion de buveurs réguliers serait proche de 48 %. Depuis 1998, la consommation d'alcool est restée stable parmi les généralistes mais a baissé parmi les officinaux.

Figure : Consommation d'alcool au cours des 7 derniers jours parmi les médecins généralistes et les pharmaciens d'officine (en pourcentage)



La consommation de somnifères et tranquillisants est relativement élevée parmi les professionnels de santé interrogés : un quart déclare en avoir pris au moins un au cours des douze derniers mois (24,6 % parmi les médecins et 26,1 % parmi les pharmaciens). La consommation plus fréquente (au moins quelques fois par mois) concerne un généraliste sur dix (10,2 %) et légèrement d'officinaux (12,0%).

Figure : Répartition de la consommation de somnifères ou tranquillisants parmi les médecins et les pharmaciens au cours des 12 derniers mois

